

Du sens de la critique et de la nécessité des alternatives

Claude Bariteau

Questions d'ethnocentrisme

Volume 12, numéro 1, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/015018ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/015018ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bariteau, C. (1988). Du sens de la critique et de la nécessité des alternatives. *Anthropologie et Sociétés*, 12(1), 154–157. <https://doi.org/10.7202/015018ar>

L'anthropologie devra de plus en plus se faire en dehors des universités, dans les multiples lieux d'activités de notre société. Les interventions dans le développement constituent l'un d'eux. Les anthropologues doivent pouvoir y mettre à profit les acquis de leur discipline sans que cette démarche ne soit regardée comme avilissante ou opportuniste. Le développement de l'anthropologie passe sûrement par le changement des anthropologues et l'abandon d'un certain regard attendri sur le métier d'ethnographe qui, si l'on n'y prend garde, risque de devenir simple mystification.

DU SENS DE LA CRITIQUE ET DE LA NÉCESSITÉ DES ALTERNATIVES

Claude Bariteau
Département d'anthropologie
Université Laval

Peut-on être anthropologue au Québec et tenir un discours autre que critique à l'égard du « développement » ? Et, si on tient ce discours, quelle est notre contribution ? Quel est le message que porte notre critique ? Véhicule-t-il seulement la critique ?

Personnellement, je n'ai jamais été capable de critiquer sans avoir derrière la tête une quelconque idée de ce qui est souhaitable. Aussi, suis-je constamment tenté de rechercher chez ceux et celles qui pratiquent tout comme moi cet art ingrat les alternatives que véhiculent leurs critiques.

C'est sous cet angle particulier que j'ai revu en mémoire l'exposé d'Elbaz et sur papier ceux de Simonis et d'Arcand pour en débattre à ma façon avec comme objectif précis d'identifier les contours de leur contribution sur ce thème et de les interroger.

Pour ces trois auteurs, la problématique du « développement », parce qu'elle est associée au projet de la société qui nous nourrit, serait exogène aux préoccupations fondamentales de l'anthropologie, celles-ci étant justement centrées sur ce qui définit l'autre : sur l'altérité comme ensemble signifiant, sur l'altérité comme un tout complexe, dynamique et indépendant. Si cette altérité est secouée par des forces historiques qui s'affirment, les anthropologues y perdraient leur latin. Aussi, ont-ils tendance à devenir amers, acerbes et pessimistes, n'ayant que le choix de véhiculer la vision d'autrui ou de se transformer en témoin attristé de réalités qui n'auraient pas dû s'affirmer ainsi.

Les propos d'Elbaz et de Simonis sur les conséquences et les ratés des programmes de développement entrent dans le registre de l'attrition alors que ceux d'Arcand entrent dans celui de l'affirmation de l'autre réalité, celles des Montagnais, des Cuiva et des Indiens du Venezuela. Pour eux, l'anthropologie en regard du « développement » ne saurait être ailleurs. L'anthropologue non plus. Il doit être ici l'écho de ce qui est différent. Ainsi situé, l'anthropologue ne saurait s'occuper de « développement » en dehors de ces paramètres car il risquerait de perdre la parole conquise. De fait, « au nom de quoi » parlerait-il s'il osait quitter le terrain qu'il occupe ? Au nom de sa propre survie, des avantages qu'il tirerait en devenant scénariste de l'humanité dont il se voudrait le serviteur ?

De telles visions confinent à l'observation et laissent entendre que ceux et celles qui les déborderaient ne sauraient que se salir les mains et salir de leurs mains l'image de l'anthropologie. C'est probablement pour cette raison qu'Arcand est incapable de lire une contribution quelconque de l'anthropologie dans chacun des trois niveaux d'engagement qu'il a présentés pour stratifier « l'entreprise du développement international ». C'est probablement aussi pour cette raison que Simonis invite à la prudence en signalant que « rien dans la science anthropologique ne dit que faire ». Pourtant, depuis une dizaine d'années, dans le sillon des modifications apportées à la problématique du développement au sein de plusieurs organismes nationaux et internationaux, plusieurs anthropologues se « salissent » les mains et défendent des idées qu'aucun autre scientifique ne saurait avancer avec autant de conviction. Agissant en anthropologues, ils parviennent même à se transformer en intermédiaires recherchés parce qu'ils font valoir la complexité des phénomènes sociaux, le respect des cultures et l'écoute des populations. Ce faisant, ont-ils quitté le terrain de l'anthropologie ? Sont-ils devenus de simples transmetteurs d'opinions réfléchies ? Se sont-ils transformés en « développeurs » pour autant ? Ont-ils, en d'autres termes, vendu l'âme que l'universitaire revendique du haut de sa chaire ?

Je n'ai guère d'idées préconçues sur leurs pratiques. Tout juste une curiosité que j'aimerais un jour étayer par une analyse minutieuse du genre de celle que l'on fait en anthropologie avec un terrain d'une couple d'années. Oui, j'aimerais cerner comment ça se passe réellement dès qu'on se place dans l'agir plutôt que dans l'être. Dans l'action plutôt que dans la réflexion. Chose certaine, pour avoir été du côté de l'action il y a de ça quelques années, je doute fortement que mes constatations m'amèneraient à tenir les propos d'Arcand. Elles iraient plutôt dans le sens de la plupart des témoignages des anthropologues associés à des activités de développement. Je pense, en particulier, à ceux qu'on retrouve dans le texte de Hoben (1982) ou dans les recueils de Green (1986) et de Stull et Schensul (1987). Ces anthropologues ont construit dans l'action une problématique de l'insertion des anthropologues dans le développement, problématique qui contient des lignes de conduite dans des situations conflictuelles et des suggestions pour bonifier l'apport de l'anthropologie.

Une telle analyse permettrait sûrement de montrer qu'un anthropologue associé à un organisme de développement ne perd pas nécessairement son âme. Pas plus que celui qui devient professeur d'université ou chercheur autonome si, au cours de sa formation, il a été sensibilisé par le terrain ou autrement aux fondements de l'anthropologie, à la richesse de la diversité culturelle et aux intérêts des plus démunis et si, durant sa pratique, il demeure en contact avec la collectivité des anthropologues.

Toutes les sociétés sont en développement car elles se transforment. Toute étude anthropologique traite nécessairement de cette réalité. C'est la raison pour laquelle les anthropologues sont des spécialistes du développement. Sur ce point, il y a unanimité au sein de la collectivité des anthropologues. Et elle ne se brise guère, que l'angle d'approche s'appuie sur l'intériorité du construit sociétal ou sur les forces extérieures qui le modèlent. Dans le premier cas, le discours se teinte de relativisme; dans le second, il souligne la résistance. En anthropologie, du moins au Québec, la production de ces points de vue a été prolifique et ce, sans que les anthropologues n'aient de liens organiques avec les populations dont ils se sont faits les porte-parole. Peut-on, en traitant ainsi du développement et en affirmant être des spécialistes des processus auxquels il donne cours, se confiner uniquement dans la position de l'étranger qui critique ?

Aucun des trois auteurs des textes d'ouverture à ce débat n'a choisi cette position de façon inconditionnelle. Pour Simonis, l'action est le lieu où s'exprimera l'alternative en autant qu'elle s'affirme pour la survie de l'humanité. Chez Arcand, cette action ne peut être que la réalisation de monographies traditionnelles. Les entrepreneurs comprendraient enfin la puissance de l'anthropologie. Aussi souhaite-t-il que la technocratie

disparaisse afin que l'anthropologie se rapproche de la misère humaine grâce au support des « plus grandes agences de développement ». Par rapport aux propos de Simonis, il y a là un net écart. L'action ne passe que par une seule porte et la dimension morale s'estompe. L'anthropologue n'aurait qu'à choisir le bon acheteur, notamment celui que valorise de plus en plus le courant néo-conservateur : l'entreprise. Pour Elbaz, malgré des propos alarmistes, l'on ne saurait abandonner tout espoir. Non pas celui que Ziegler (1988) a trouvé au cœur de la résistance, mais celui que pourrait permettre d'entretenir une démocratie qui émanerait, un peu à la manière de celle imaginée par Bowles et Gintis (1988), de la prise en charge par les citoyens de leur vie personnelle et de leur évolution sociale.

De ces propos, un message ressort. L'anthropologue ne saurait se restreindre à la critique. Il peut, par son action comme professionnel et citoyen, contribuer à des changements. Comparé à l'ampleur des critiques réalisées par ces trois auteurs, ce message apparaît un peu court. Surtout en marge des interrogations que véhiculent ceux et celles qui envisagent de travailler au sein d'organismes associés au « développement ». Mais, compte tenu du lieu auquel sont associés ces trois auteurs, l'université, de leur pratique en regard du « développement » et de l'approche qu'ils ont présentée sous l'angle de la critique, pouvaient-ils dire autre chose ? En d'autres termes, après avoir signalé qu'il n'y a pas de guide d'action, Simonis pouvait-il faire autrement que de se fier à l'expérience des anthropologues qui se lancent dans cette galère pour en construire un ? Après avoir cherché en vain l'anthropologue de terrain dans les méandres bureaucratiques, celui qu'il affectionne à un point tel qu'il masque sa propre pratique, Arcand pouvait-il valoriser autre chose que ce qu'il savait ne pas trouver, ce qui lui évitait une recherche de 6, 7 ou 10 ans pour découvrir le travail des anthropologues et ce qui en fait des professionnels dans le monde du développement international ? Et Elbaz pour qui l'échec était attristant et renvoyait à la problématique de l'économie-monde et à l'hégémonie américaine, pouvait-il souhaiter rien de moins qu'un changement global, voire des réformes ?

De fait, pour entendre des propos différents, il faudrait probablement avoir des interlocuteurs qui sont ailleurs, c'est-à-dire au cœur de l'action. Bien ancrés dans l'altérité du processus en cours auquel nous sommes un peu des étrangers en tant qu'universitaires. Il y en a plusieurs et ils ont certainement des choses intéressantes à dire sur la façon de travailler dans ces contextes, sur les apprentissages qu'ils auraient souhaité davantage maîtriser, sur les moyens qu'ils utilisent pour faire valoir des approches anthropologiques, sur les pressions qu'ils subissent et les stratégies qu'ils déploient pour atteindre leurs objectifs, etc. En d'autres termes, sur leurs expériences d'anthropologues, leurs attentes à l'égard de l'anthropologie et leur vision des choses.

À mon sens, Simonis a raison. « Il faut parler » sur ces personnes et les écouter. Elles ont à l'égard du « développement » et de l'anthropologie un autre discours qui nous aiderait sûrement à voir notre contribution sous un angle différent. Si ces anthropologues prennent la parole, il y a des chances à mon avis qu'ils nous révèlent qu'ils ont réussi à faire valoir la nécessité d'une meilleure connaissance des populations de la base par des recherches de terrain. Ils nous diront de plus qu'il importe d'insister, dans la formation actuelle des anthropologues, sur les acquis de la discipline mais aussi sur la maîtrise des techniques diverses qu'elle recèle.

Je présume même que certains iront jusqu'à nous suggérer d'oser mettre en pratique nos connaissances en travaillant avec des populations intéressées à fabriquer des sociétés neuves au sein desquelles elles se retrouveront et reprendront en main la maîtrise de leur propre destin, si tant est qu'elles l'aient temporairement perdue, ce qui serait une façon concrète de montrer ce que nous pouvons faire. Déjà, certains anthropologues s'adonnent à ces pratiques sans perdre leur âme, tandis que d'autres réfléchissent en ce sens.

RÉFÉRENCES

- BOWLES S.** et H. Gintis
1988 *La démocratie post-libérale. Essai critique sur le libéralisme et le marxisme.*
Paris: Éditions La Découverte.
- GREEN E.C.**
1986 *Practicing Development Anthropology.* Boulder: Westview Press.
- HOBEN A.**
1982 « Anthropologists and Development », *Annual Review of Anthropology*,
11: 349-375.
- STULL D.D.** et J.J. Schensul
1987 *Collaborative Research and Social Change. Applied Anthropology in Action.*
Boulder: Westview Press.
- ZIEGLER J.**
1988 *La victoire des vaincus. Oppression et résistance culturelle.* Paris: Éditions
du Seuil.